



Annexe 21 du rapport d'évaluation

EVALUATION DE L'IMPACT DES MESURES COMMUNAUTAIRES CONCERNANT LE GEL DES TERRES

ETUDE DE CAS DE LA REGION

POITOU-CHARENTES

Août 2001

TABLES DES MATIERES

1. Contexte régional	1
2. Eléments de réponse aux questions 411 à 421	7
3. Réponses aux questions 422 à 434	13
4. Réponses aux questions 441 à 444 relatives à l'impact sur l'environnement	24
5. Eléments de réponse aux questions 451 et 452, relatives à la complexité de la réglementation et de sa mise en place	29

ANNEXES

- Annexe 1 : Situation de la région Poitou-Charentes et du département de Charente Maritime en France
- Annexe 2 : Surfaces et productions COP en Charente Maritime(Poitou-Charentes)
- Annexe 3 : Liste des personnes rencontrées en Poitou-Charentes
- Annexe 4 : Détail des enquêtes auprès des exploitants

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Données climatologiques de Charente-Maritime	1
Tableau 2 : Répartition de la population agricole en 1997.....	1
Tableau 3 : Données de mise en œuvre du gel en Poitou-Charentes.....	5
Tableau 4 : Données de mise en œuvre du gel en Charente-Maritime.....	5
Tableau 5 : Bases du plan de régionalisation en Charente Maritime	6
Tableau 6 : Evolution des assolements en relation avec les productions excédentaires dans l'échantillon enquêté en Charente Maritime.....	14
Tableau 7 : Effet du gel sur la rotation des cultures en Charente-Maritime.....	16
Tableau 8 : Localisation des parcelles gelées dans les exploitations enquêtées de Charente Maritime	17
Tableau 9 : Classement des exploitations enquêtées en fonction des effets économiques et agronomiques de la localisation des parcelles dans l'exploitation.....	17
Tableau 10 : % du nombre d'agriculteurs échantillonnés ayant agrandi leur exploitation avant et/ou après la mise en œuvre du gel.	21
Tableau 11 : Evolution des difficultés rencontrées liées à l'entretien des terres gelées par les agriculteurs de l'échantillon de Charente-Maritime.	23
Tableau 12: Analyse des effets des pratiques des agriculteurs à partir de la grille d'analyse de la relation entre les pratiques agricoles sur gel et la gestion des sols	25
Tableau 13 : Analyse des effets des pratiques des agriculteurs à partir de la grille d'analyse de la relation entre les pratiques agricoles sur gel et la gestion de l'eau.....	26
Tableau 14 : Analyse des effets des pratiques des agriculteurs à partir de la grille d'analyse de la relation entre les pratiques agricoles sur gel et les effets sur le paysage.....	27

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution du nombre d'exploitations par classes de SAU	2
Figure 2 : Répartition des recettes agricoles par produits (Source DDAF).....	3
Figure 3 : Evolution des superficies en ha de céréales, oléagineux et protéagineux en Charente Maritime de 1985 à 2000 (Source SCEES)	3
Figure 4 : Evolution des productions en quintaux de céréales, oléagineux et protéagineux en Charente Maritime de 1985 à 2000 (Source SCEES).....	4
Figure 5 : Evolution des superficies en jachère (en ha) en Charente Maritime de 1985 à 2000. (Source SCEES).	4
Figure 6 : Comparaison des taux de gel (gel/SCOP régime professionnel) dans la région Poitou-Charentes et dans le département de la Charente-Maritime	6
Figure 7 : Evolution des superficies de COP et gel en Charente Maritime en ha (Source ONIC/SCEES de 1993 à 1999 et DDAF Charente Maritime, Service de l'Economie Agricole, statistique PAC 2000 pour l'année 2000)	7
Figure 8 : Evolution des surface départementale en Tournesol et de la proportion de cette culture par rapport à la surface totale en oléagineux (Source : DDAF de la Charente Maritime, Service de l'Economie Agricole)	Erreur ! Signet non défini.
Figure 9 : Evolution des surfaces des principales céréales en Charente Maritime en ha (Source SCEES).....	8

Figure 10 : Evolution des surfaces des principaux oléagineux en Charente Maritime en ha. (Source SCEES).....	9
Figure 11 : Evolution en Charente Maritime des superficies de jachère (source SCEE), gel (hors gel industriel) en ha	10
Figure 12 : Evolution en Charente Maritime du gel industriel par rapport au gel total.....	11
Figure 13 : Evolution comparée du taux de gel et des superficies en gel industriel en Charente Maritime	12
Figure 14 : Répartition des surfaces en gel industriel (Sources : Données de l'échantillon et DDAF Charente Maritime, Service de l'Economie Agricole)	12
Figure 15 : Evolution du résultat agricole en Charente Maritime. (Source : SCEES)	14
Figure 16 : Répartition en surface et en nombre d'agriculteurs du gel fixe, mixte et rotationnel à partir des données de l'échantillon de Charente Maritime	15
Figure 17: Evolution des rendements (en q/ha) de COP en Charente Maritime (Source SCEES).....	18
Figure 18 : Comparaison de l'évolution des rendements (en q/ha) de céréales en Charente Maritime sur les périodes 1985–1992 d'une part et 1993–1999 d'autre part (Source SCEES).....	19
Figure 19 : Evolution de la consommation d'engrais et d'amendements (Source : SCEES)	20
Figure 20 : Evolution de la SAU moyenne et de la surface COP aidées + gel en Charente Maritime (Source : ONIC, SCEES).....	21
Figure 21 : Répartition du nombre d'agriculteurs (%) de l'échantillon ayant agrandi ou non leur exploitation	22
Figure 22 : Evolution de la SAU et de la SCOP en Poitou-Charentes (Source : SCEES).....	22

1. CONTEXTE REGIONAL

1.2 Description synthétique de la région au plan agricole

La France se caractérise par un plan de régionalisation à base départementale. Dans ce cadre, l'étude de cas pour la région Poitou-Charentes a analysé la situation de la Charente Maritime (voir annexe 1 : Situation de la région Poitou-Charentes et du département de la Charente Maritime en France). Ce département présente des caractéristiques proches de celles de Poitou-Charentes, région importante par sa superficie COP (2^{ème} région de France en surface) mais sans grande singularité sur l'usage du gel industriel et du gel volontaire.

1.2.1 *Altitude et climat*

L'altitude du département varie du niveau de la mer à 365 m

Les conditions climatiques favorables et la variété des sols permettent malgré un déficit hydrique estival, une diversité et une qualité des productions agricoles. Fortement influencé par sa façade littorale atlantique, le climat de la Charente-Maritime se caractérise par :

Tableau 1 : Données climatologiques de Charente-Maritime.

Pluviosité moyenne annuelle	Nombre moyen de jours de pluie	Température moyenne annuelle
757 mm	120	12,7°C

Source : Météo France

1.2.2 *Population*

Au niveau régional, les 115 000 personnes qui composent la population agricole familiale en 1997 ne représentent plus que 8 % de la population régionale (contre 36 % en 1946) pour gérer 70 % du territoire. La population active agricole diminue de 31 % entre 1988 et 1995. Elle passe de 109 068 à 75 170 actifs.

Tableau 2 : Répartition de la population agricole en 1997

Chef d'exploitation	Co-exploitant	Conjoint non exploitant	Autres membres	Total
10 430	950	8 570	11 745	33 110

Source enquête de structure, 1997

1.2.3 *Types d'exploitation*

La Charente-Maritime compte 29 % des exploitations de la région Poitou-Charentes (qui représentent 5,2 % du territoire national).

La SAU régionale place le Poitou-Charentes au 4^{ème} rang des régions françaises.

Le département est marqué par une répartition globalement équilibrée entre les exploitations de moins de 10 ha (31 %), celles entre 10 et 50 ha (33,5 %) et celles de plus de 50 ha (35 %).

34 % des exploitations ont disparu entre 1988 et 1997.

La répartition des superficies de SAU par classes d'exploitation (figure 4) montre une réduction significative de la place occupée par les exploitations de 10 à 50 ha et une augmentation tout aussi importante de la place occupée par les exploitations de plus de 100 ha.

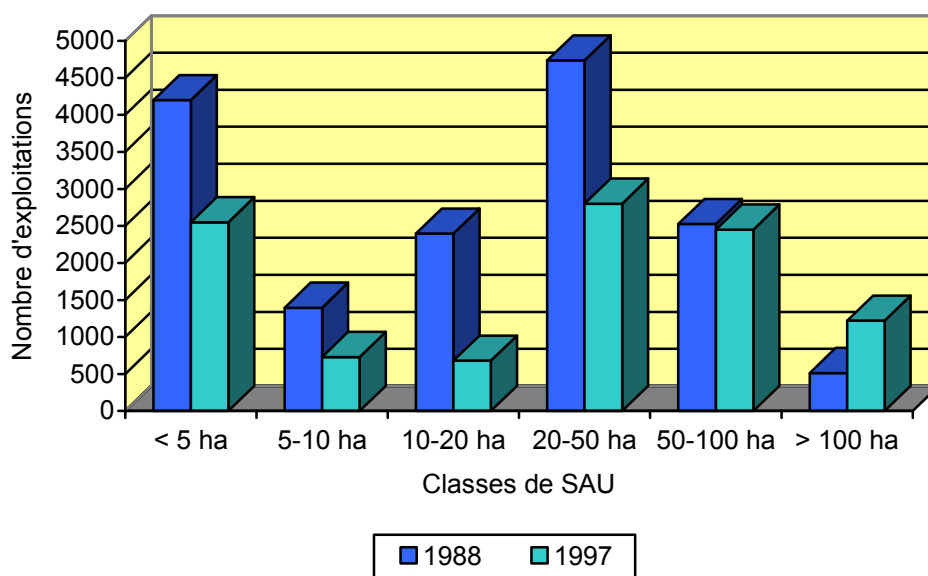


Figure 1 : Evolution du nombre d'exploitations par classes de SAU

1.2.4 Principales productions agricoles départementales

L'hétérogénéité des productions départementales traduit une adaptation de l'agriculture aux contraintes naturelles (diversité de sol, climat).

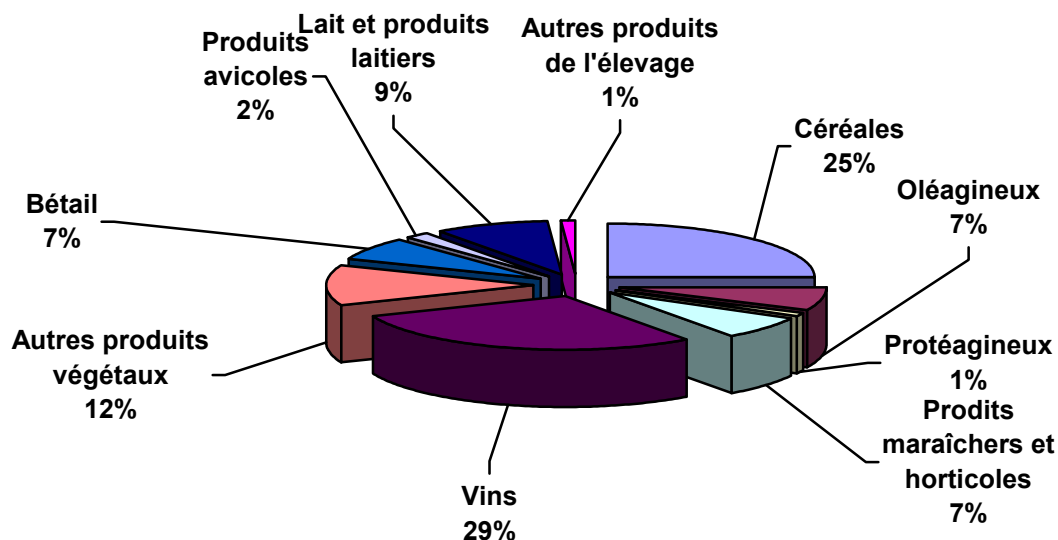
Les 2 cultures dominantes sont la vigne (essentiellement production de Cognac) et les céréales. Ces dernières occupent 43 % de la SAU départementale (source AGRESTE, 1997).

Les oléagineux sont largement dominés par le tournesol qui moins exigeant en eau, constitue une alternative intéressante au maïs.

Le colza et les pois sont les deux cultures qui complètent le groupe des oléagineux protéagineux.

Les cultures céréalières sont essentiellement représentées par le blé tendre, l'orge, l'escourgeon et le maïs ensilage. Les cultures protéagineuses restent marginales à l'échelle du département et représentent moins de 1 % des recettes agricoles. La répartition des recettes agricoles montre une nette orientation du département vers la polyculture.

Figure 2 : Répartition des recettes agricoles par produits (Source DDAF)



1.2.5 Place des COP sur la période 1985 – 2000

Les figures ci-dessous montrent les principales évolutions de superficie et de production des COP en Charente Maritime. Les données détaillées sont reportées en annexe 2, elles comprennent les éventuelles superficies et productions du gel industriel qui ne sont pas distinguées ici.

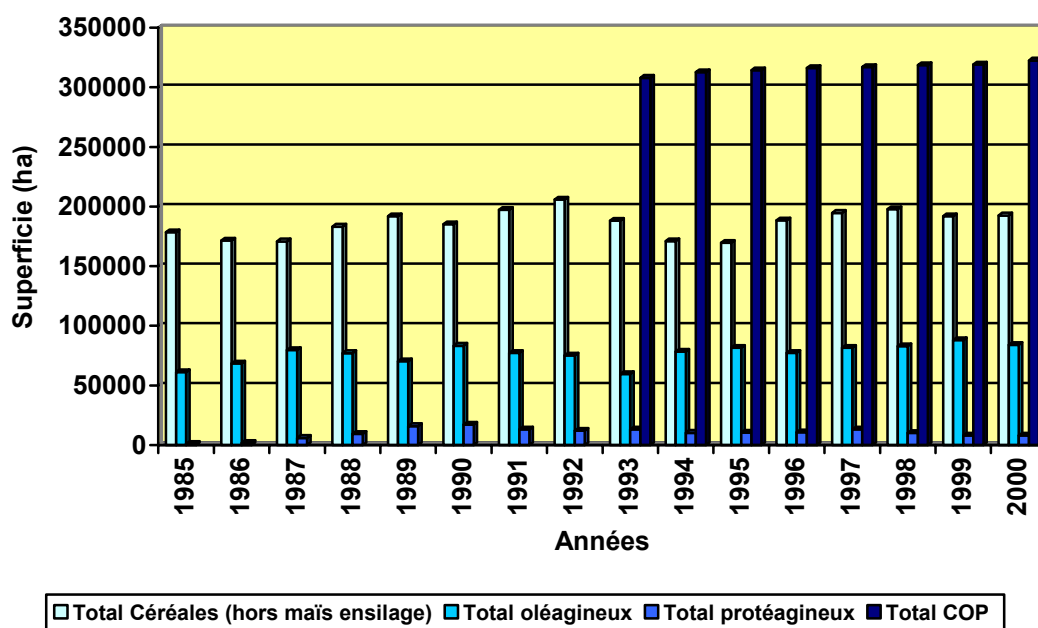


Figure 3 : Evolution des superficies en ha de céréales, oléagineux et protéagineux en Charente Maritime de 1985 à 2000 (Source SCEES)

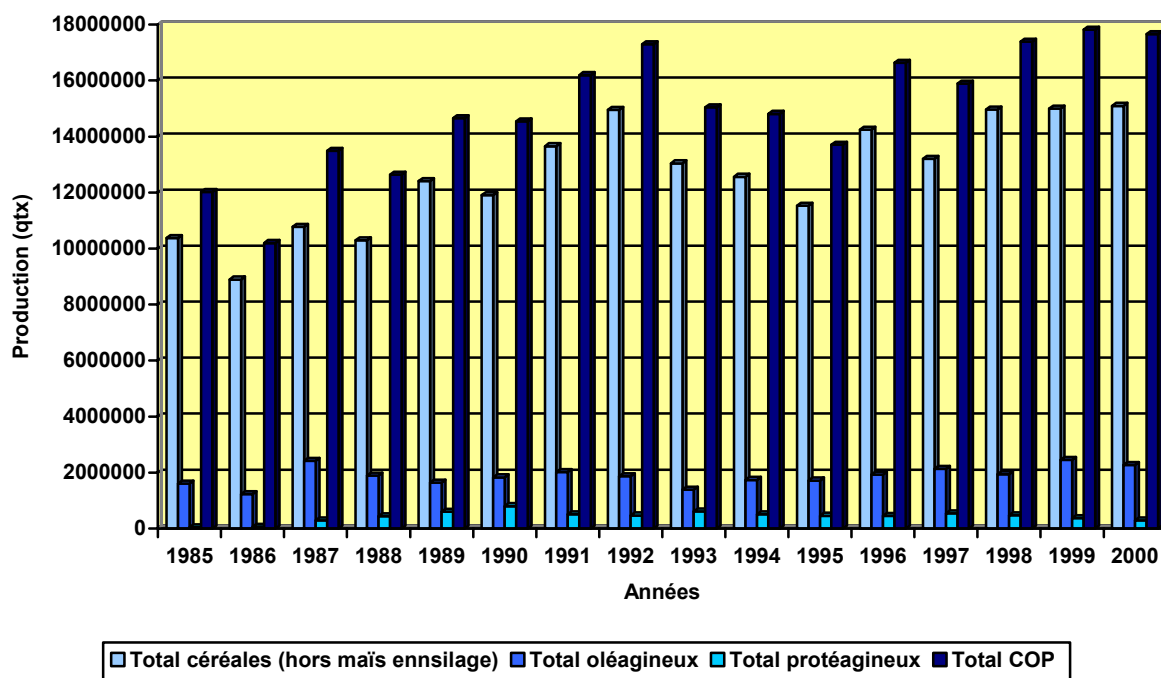
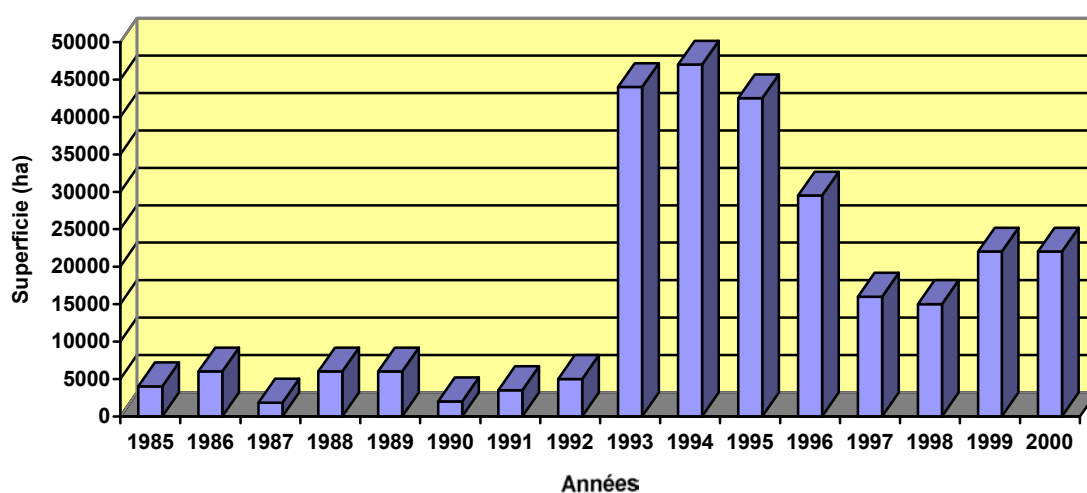


Figure 4 : Evolution des productions en quintaux de céréales, oléagineux et protéagineux en Charente Maritime de 1985 à 2000 (Source SCEES)

1.2.6 La jachère

Celle-ci est toujours présente dans les statistiques à l'échelle historique mais elle devient effectivement très significative en 1993 lors de la mise en œuvre de la réforme de la PAC et depuis cette date l'évolution des surfaces tend à suivre l'évolution des taux de gel obligatoire.

Figure 5 : Evolution des superficies en jachère (en ha) en Charente Maritime de 1985 à 2000.



(Source SCEES)

1.3 Contexte de mise en œuvre du gel

Données de mise en œuvre

Tableau 3 : Données de mise en œuvre du gel en Poitou-Charentes

	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/2000
Taux de gel obligatoire	15%	15%	12%	10%	5%	5%	10%
Nombre demandes COP (régime professionnel)	18 835	19 331	18 845	18 618	18 699	18 626	18 650
SCOP (ha) aidée tous régimes (COP + gel)	1 077 369	1 108 734	1 119 758	1 133 919	1 148 486	1 157 921	1 163 202
SCOP (ha) aidée régime professionnel (COP + gel)	965 487	1 015 307	1 031 574	1 050 959	1 072 800	1 088 107	1 100 040
SCOP (ha) aidée régime simplifié	111 882	93 427	88 184	82 960	75 686	69 814	63 162
Taux de gel réel (gel/SCOP tous régimes)	13,7 %	16,2%	15,7%	11,4%	7,9%	7,5%	11,4%
Taux de gel professionnel (gel/SCOP régime prof)	15,3%	17,7%	17,1%	12,3%	8,4%	7,9%	12,1%
Gel total (ha)	148 212	180 134	176 066	129 205	90 560	86 422	132 888
Gel rotatif (ha)	148 212	180 134	176 066				
Gel total (ha) (autre que extraordinaire)	148 212	180 134	176 066	127 670	89 017	84 737	131 332
dont gel obligatoire	148 212	180 134	176 066	104 033	53 174	53 877	109 045
dont gel volontaire				23 637	35 843	30 860	22 287
(dont gel payé à 48,3 écus)				2 801	4 238	3 528	2 908
(dont gel non payé)							8
Dont gel non alimentaire	4 450	26 874	36 008	23 180	26 912	23 901	42 831
(dont gel non payé)							
Gel quinquennal (R.2328/91)	19 260	13 614	11 040	4 086			
Gel extraordinaire							

Source CE DG Agriculture (lignes 9 à 18) et pour la SCOP Agreste/ONIC/ONIOL (lignes 1 à 8).

Tableau 4 : Données de mise en œuvre du gel en Charente-Maritime

	1993/94	1994/95	1995/96	1996/97	1997/98	1998/99	1999/2000
Taux de gel obligatoire	15%	15%	12%	10%	5%	5%	10%
Nombre demandes COP (régime professionnel)	6 301	6 543	6 423	6 282	6 217	6 126	6 117
SCOP (ha) aidée tous Régimes (COP + gel)	308 357	312 812	314 224	316 209	316 897	318 600	319 230
SCOP (ha) aidée régime professionnel (COP + gel)	287 452	298 697	301 946	304 626	306 461	308 947	310 986
SCOP (ha) aidée régime simplifié	20 905	14 115	12 278	11 584	10 436	9 653	8 244
Taux de gel réel (gel/SCOP tous régimes)	14,3%	17,1%	16,6%	11,2%	7,5%	7,1%	11,3%
Taux de gel professionnel (gel/SCOP régime prof)	15,3%	17,9%	17,2%	11,6%	7,7%	7,3%	11,6%
Gel total dont quinquennal (ha)	44 056	53 583	52 078	35 494	23 729	22 659	36 033
dont gel non alimentaire	1 316	7 438	10 963	6 992	8 182	7 735	13 951

Source Agreste/ONIC/ONIOL.

La comparaison entre les tableaux 3 et 4 montre que la Charente-Maritime est assez proche des tendances de l'ensemble de la région avec un taux moyen de gel sur la période de 12,66 % pour 12,97 % en Poitou-Charentes.

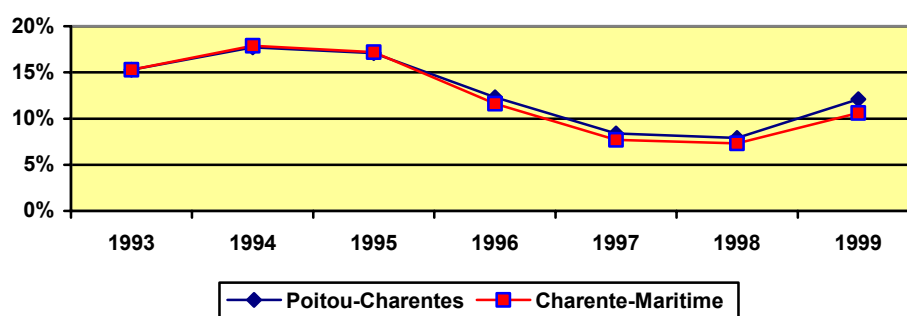


Figure 6 : Comparaison des taux de gel (gel/SCOP régime professionnel) dans la région Poitou-Charentes et dans le département de la Charente-Maritime

Caractéristiques du plan de régionalisation de Charente Maritime

Tableau 5 : Bases du plan de régionalisation en Charente Maritime

ANNÉE	SEC				IRRIGUE			GEL	
Récolte	Céréales	Oléagineux		Protéagineu x	Céréales	Oléagineu x	Protéagineu x	sec	irrigué
		Colza Tournesol	Soja			Soja			
1993	161,20	513,98	513,98	419,13	240,29		624,77	329,83	
1994	222,79	512,54	504,08	413,75	332,09	686,76	616,75	412,42	
1995	288,73	542,17	533,80	417,04	420,30	713,81	607,09	415,71	
1996	284,74	529,13	520,96	411,29	415,04	697,55	599,50	409,17	
1997	283,61	479,47	479,47	409,66	404,09	617,86	583,68	408,35	390,31
1998	281,12	457,49	450,42	406,05	410,63	604,39	593,12	404,75	396,63
1999	292,72	557,20	548,60	422,81	395,44	746,12	571,19	410,08	407,31
2000	311,77	478,27	478,27	385,26	437,49		540,62	311,77	321,65

Source ONIC

Ce tableau donne les aides compensatoires réelles allouées à l'ha dans ce département, selon la culture faite. Il tient compte des éventuelles réfections dues aux dépassements des superficies de bases nationales. Une base gel "irrigué" existe à partir de 1997 pour tenir compte des différences de dépassements dans les bases sèches et irriguées.

Les bases qui étaient formulées en Ecus verts pour les campagnes 1993 et 1994, ont été converties en Euros (1993 1 EV = 7,89563 FF, 1994 1 EV = 7,98191 FF et taux 1,207509 € pour un Ecu Vert).

2. Eléments de réponse aux questions 411 à 421

4.1.1 *Les mesures de gel des terres obligatoire et gel des terres volontaire, ont-elles contribué, de manière significative, à la maîtrise de la production des cultures arables ? Quelle est leur contribution en particulier dans la réduction de la production de céréales excédentaires ?*

Les éléments intéressants à mentionner concernant l'étude de cas de la Charente Maritime sont détaillés ci-après.

L'effet du gel est contré par un dérapage de la SCOP

La SCOP en Charente Maritime croît régulièrement. L'augmentation entre 1993 et 2000 est de + 4,5 %/an. Il apparaît qu'une partie de cette augmentation est due à l'arrachage des vignes dans la zone du Cognac (la surface du vignoble de Cognac a diminué de 24,65 % de 1976 à 1999, source Bureau National Interprofessionnel du Cognac). Un courrier du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche autorise l'éligibilité de ces terres dont l'arrachage a donné lieu à un financement communautaire et qui au 31 décembre 1991 n'étaient pas considérées comme des terres arables. Il est précisé qu'après l'arrachage des vignes, ces terres doivent porter une culture arable aidée avant de pouvoir être gelées et de bénéficier des aides correspondantes.

L'évolution des STH dans le département a également dû participer à l'augmentation de la SCOP. Le gel s'est inscrit dans une logique de réduction chronique de ces surfaces. L'arrivée du gel n'a cependant pas été un facteur d'accélération notable de la réduction des STH (- 5,5 % de 1992 à 1993 et - 5,8 % de 1993 à 1999). Il est cependant possible qu'une partie de ces pertes soit passée dans les SCOP lors de transfert d'éligibilité ou lors de restructurations foncières (domaine dans lequel les vérifications sont les plus difficiles à réaliser).

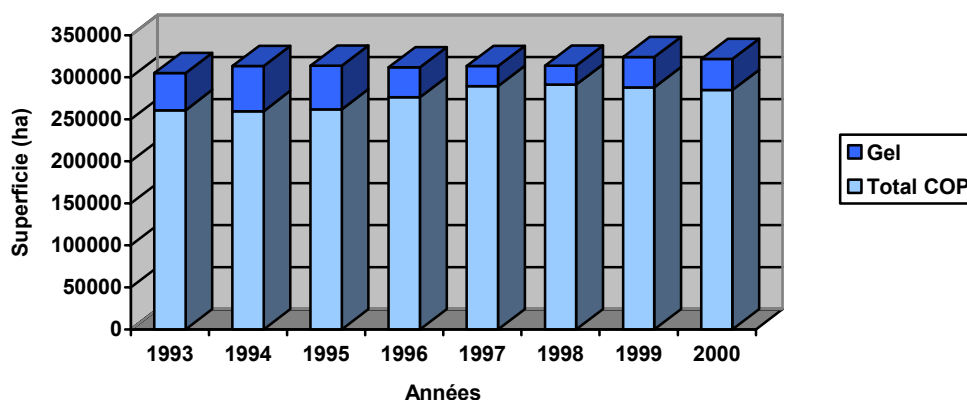


Figure 7 : Evolution des superficies de COP et gel en Charente Maritime en ha (Source ONIC/SCEES de 1993 à 1999 et DDAF Charente Maritime, Service de l'Economie Agricole, statistique PAC 2000 pour l'année 2000)

L'effet du gel est minimisé par la localisation du gel sur des parcelles peu productives

Le gel est majoritairement fixe (60 % de la surface de l'échantillon) et 83 % des agriculteurs de l'échantillon de Charente Maritime ont placé leur gel sur des parcelles trop petites, éloignées, peu fertiles ou trop pentues.

L'effet du gel et de la PAC (difficiles à dissocier) a renforcé les tendances de nouvelle distribution entre productions

L'effet du gel et de la PAC peut être nuancé suivant les cultures :

- Le blé tendre a progressé de 7 % entre 1992 et 1998. Les deux dernières années ont vu une nette régression (- 6 % par rapport à 1998) qui ramène les surfaces à un niveau supérieur de 1% par rapport à 1992.
- Le maïs grain a connu une brusque augmentation de ses surfaces entre 1992 et 1993 (+16 %) pour ensuite fluctuer et se stabiliser à un niveau proche de celui de 1992 (+ 3 %).
- Les autres céréales restent à un niveau faible.

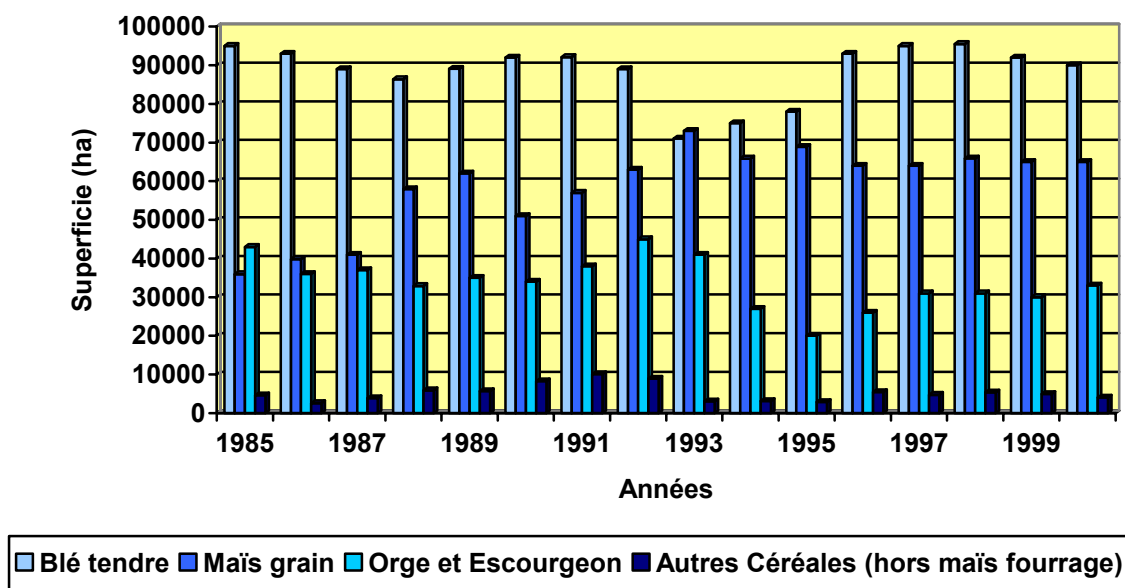
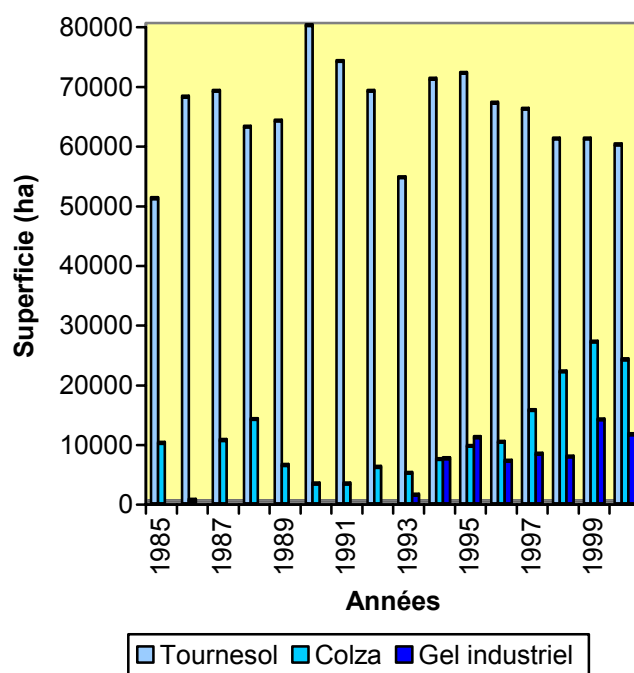


Figure 9 : Evolution des surfaces des principales céréales en Charente Maritime en ha (Source SCEES)

Pour les oléagineux, la figure 10 montre que l'impact majeur se situe sur le colza qui ne cesse de progresser de 1992 à 1999 (superficie multipliée par 4,5). Une légère régression s'est amorcée en 2000, le niveau restant tout de même 4 fois supérieur à 1992.

Cette croissance est fortement liée au développement du gel industriel (figure 10). Pour l'année 2000, les colzas destinés aux productions industrielles (par exemple pour les EMVH, Esther Méthylique d'Huile Végétale) représentaient 19,7 % de la surface de cette culture.

Le tournesol a globalement régressé (- 13 % entre 1992 et 2000) après n'avoir connu qu'une légère période d'euphorie pendant les années 1994 et 1995.



**Figure 10 : Evolution des surfaces des principaux oléagineux en Charente Maritime en ha.
(Source SCEES)**

La distinction entre les effets du gel obligatoire et ceux du gel volontaire a été impossible à faire dans le cadre de l'enquête.

L'enquête a montré que les agriculteurs ne distinguent pas les parcelles en gel volontaire de celles en gel obligatoire.

4.1.2 Dans quelles proportions la rémunération du gel volontaire a-t-elle renforcé l'efficacité de l'instrument gel des terres ? Estimer la part des surfaces de gel volontaire qui auraient été improductives en cas d'absence de la mesure.

Comme dit à la question précédente, l'effet du gel volontaire est difficile à distinguer de celui du gel obligatoire dans le cadre d'une enquête, les parcelles n'étant pas différenciées sur le terrain. Cet effet doit donc être analysé par d'autres moyens et l'échelle communautaire a été retenue pour cette analyse.

La figure 11 montre que le niveau de la jachère avant la réforme de la PAC était en 1992 de 5 000 ha (1,7 % de la COP hors maïs ensilage). De plus, le graphique montre une fluctuation importante de la jachère agronomique avant 1992 avec un minimum en 1987 de 1 819 ha et un maximum en 1988 et 1989 de 6 000 ha. Ces données permettent d'imaginer quel aurait été le niveau de jachère en l'absence de mesures spécifiques.

Parmi les agriculteurs échantillonnés, seulement 3 pratiquaient la jachère agronomique avant la réforme.

La figure 11 présente l'évolution de la jachère (terrain noté comme non cultivé dans les statistiques du Ministère de l'Agriculture) et du gel PAC hors gel industriel. La comparaison des deux courbes montre que les valeurs annuelles sont très proches. A partir de la mise en œuvre de la réforme de la PAC, il

apparaît donc clairement que la jachère agronomique disparaît pratiquement du paysage agricole régional.

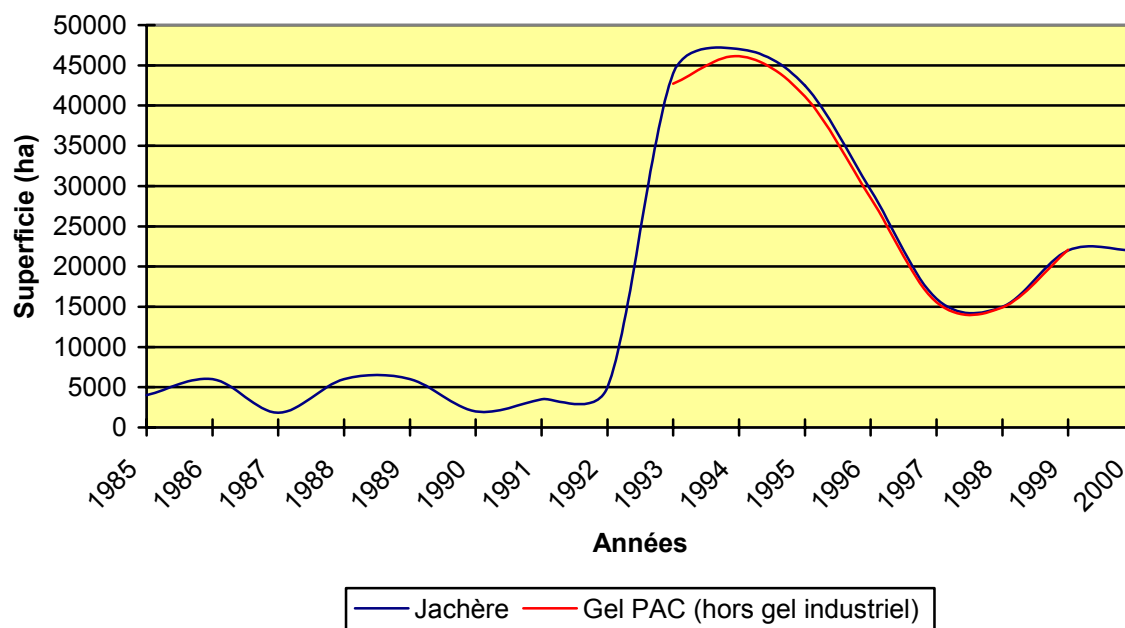


Figure 11 : Evolution en Charente Maritime des superficies de jachère (source SCEE), gel (hors gel industriel) en ha

L'enquête a permis par ailleurs de :

- mettre en évidence que la notion de gel volontaire n'était pas toujours claire chez les agriculteurs, certains répondant qu'ils n'en font pas alors que leur % de gel est supérieur à 10 %. Dans la plupart des cas, il s'agit d'agriculteurs gelant entre 10 et 12 % de leur surface.
- mieux cerner le gel dit volontaire qui est mathématiquement la part de gel située au delà du taux de gel obligatoire mais qui peut en fait être distingué en 3 catégories (cf. ci-dessous),

Le gel volontaire pour changement de régime

L'ONIC n'a distingué les agriculteurs dont la COP est inférieure à 92 t que dans les données de 1993. Il représentait 3 253 ha soit 7 % de l'ensemble du gel.

Le gel volontaire de prudence et de raison

63 % des agriculteurs de l'échantillon pratiquent le gel volontaire de prudence (entre 10 et 12 %). Si la majorité a un taux compris entre 0,1 et 0,9 point au-dessus du taux obligatoire, quelques uns dépassent le taux obligatoire de 1 à 1,95 point. L'échantillon ne permet pas de corréliser le choix de l'importance du taux de gel volontaire de prudence avec la superficie de l'exploitation. Dans une majorité de cas, les agriculteurs présentent cette situation plutôt comme une adaptation à la logique cadastrale (il est plus facile de geler une parcelle entière) plutôt que comme une réelle sécurité en cas de contrôle. 1 seul agriculteur interrogé a révélé utiliser cette marge supplémentaire par sécurité

Le gel volontaire intentionnel

Parmi les 11 agriculteurs (36,6 %) ayant une surface en gel supérieure à 12%, 7 (23 %) utilisent réellement cette possibilité comme une opportunité de pouvoir retirer des terres de leur culture pour :

- réduire l'activité sur l'exploitation (57 %),
- bénéficier d'un meilleur revenu qu'offre le gel par rapport à une culture (43 %),
- concentrer le travail sur les terres les meilleures et abandonner les terres les plus difficiles comme les terres de marais (43 %),

- réduire les risques de pénalités en cas de contrôle (14 %).

4 agriculteurs ont des taux de gel supérieurs à 12 % uniquement parce qu'ils gèlent des parcelles entières.

4.1.3 Dans quelle mesure l'instrument gel des terres a-t-il été déterminant dans l'évolution de la production des cultures non-alimentaires ?

Les statistiques avant la mise en place du gel ne distinguent pas les cultures industrielles. Cependant, il est apparu clairement lors des entretiens avec les interlocuteurs de la filière agricole que la possibilité de cultiver des surfaces gelées dans le cadre de la réforme de la PAC a fortement participé au développement des cultures non alimentaires. En 1997, les oléagineux représentaient 95 % des surfaces en jachère industrielle (source DRAF-IAAT). Les coopératives ont motivé cet essor en encourageant fortement les agriculteurs vers les cultures industrielles. Dans les secteurs les plus productifs, les récoltes issues de cultures industrielles peuvent représenter jusqu'à 60 % de la collecte de la coopérative en oléagineux alors que dans d'autres parties du département aux conditions agronomiques plus difficiles, les cultures industrielles se situent à environ 30 %.

Alors qu'il représentait uniquement 3 % de la surface gelée en 1993, le gel industriel a connu une croissance nette en passant à 19,7 % en 1996 puis à 38 % en 1999.

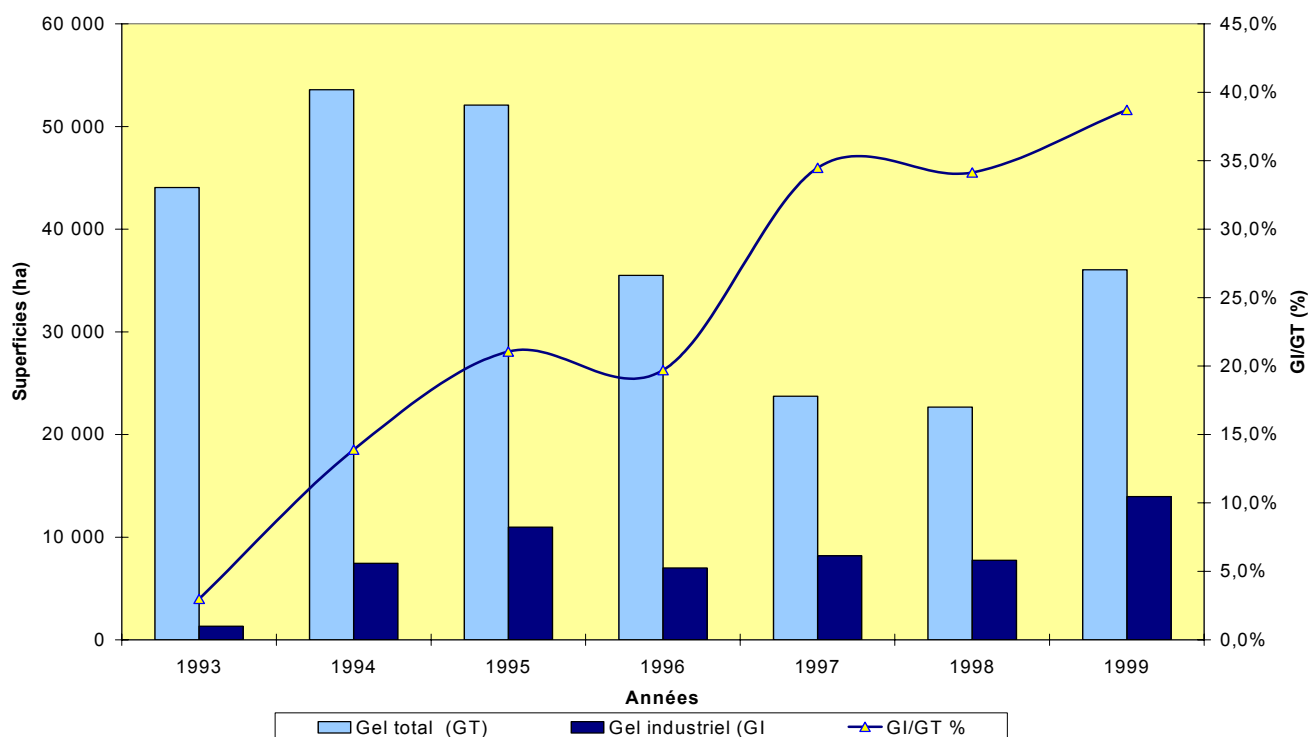


Figure 12 : Evolution en Charente Maritime du gel industriel par rapport au gel total

A partir de 1995, l'évolution des superficies en gel non alimentaire suit étroitement celle du taux de gel.

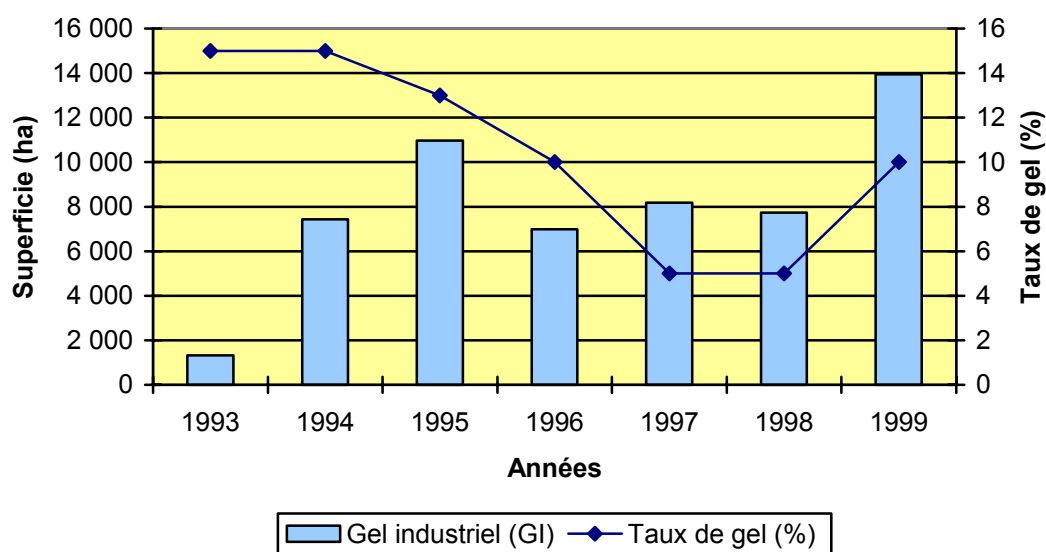


Figure 13 : Evolution comparée du taux de gel et des superficies en gel industriel en Charente Maritime

50 % des exploitants échantillonnés utilisent leurs surfaces gelées pour cultiver des cultures non alimentaires. La moyenne de ces cultures par exploitation est de 4,61 ha. Elles représentent 24,5 % des terres gelées par l'échantillon.

La répartition des cultures utilisées en gel industriel dans l'échantillon est la suivante :

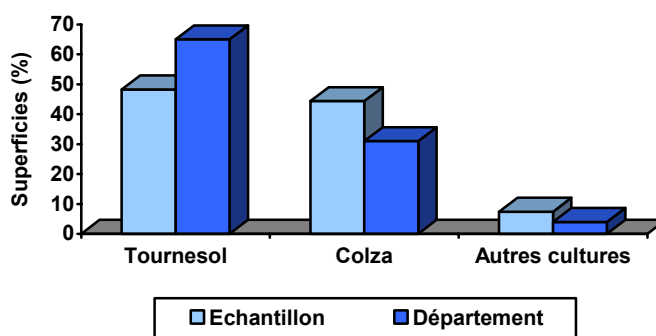


Figure 14 : Répartition des surfaces en gel industriel (Sources : Données de l'échantillon et DDAF Charente Maritime, Service de l'Economie Agricole)

La motivation principale des exploitants de l'échantillon pour les cultures industrielles est l'intérêt agronomique (50 % des réponses). 25 % des agriculteurs rencontrés choisissent les cultures industrielles comme moyen d'entretien de leurs parcelles gelées à moindre coût et seulement 20 % s'engagent dans ce type de culture pour la rentabilité.

Parmi les agriculteurs contactés qui ne font pas de gel industriel, 64,3 % ne sont pas intéressés parce qu'il gèlent en priorité les parcelles difficiles à cultiver (trop petites, mauvaises terres, ...). Un exploitant est contre le principe, un autre estime que ces cultures ne sont pas assez rentables et 26 % les trouvent trop contraignantes (rendement minimal à assurer).

- 4.2.1 Le coût budgétaire de l'instrument est-il justifié par rapport aux effets constatés ?**
Estimer ce qu'il en serait si le gel n'était pas rémunéré (situation contrefactuelle 1).
Estimer ce qu'il en serait si le gel avait été rémunéré selon la proposition initiale de la réforme MacSharry (situation contrefactuelle 2). Estimer toute autre situation contrefactuelle découlant logiquement de l'outil d'analyse utilisé aux questions 4.1.

Question traitée uniquement au niveau communautaire.

3. Réponses aux questions 422 à 434

- 4.2.2 L'impact du taux de gel obligatoire et du niveau de rémunération de ce gel sur le revenu des grands producteurs est-il de nature à modifier leur choix de culture de manière à mieux répondre aux demandes du marché ?**

- **Réponse synthétique**

L'impact de la rémunération du gel sur le revenu des agriculteurs est indissociable de celui de l'ensemble des aides compensatoires .
Globalement, il apparaît que la mise en œuvre n'a pas apporté de bouleversement dans les habitudes de cultures de l'échantillon. 67 % des agriculteurs déclarent ne pas avoir modifié leur rotation. Pour ceux qui ont apporté des changements, le choix s'est le plus souvent porté vers les céréales (67 % des grands producteurs). Il est également intéressant de noter que 78 % de l'échantillon s'est orienté vers la diversification (autres cultures que les COP, ou nouvelles activités hors agriculture). Bien que les rotations traditionnelles demeurent, les grands producteurs ont augmenté leurs surfaces consacrées aux productions excédentaires (67 %).
L'adhésion à une filière exigeant une qualité minimale ou une traçabilité des produits est réalisée par 63 % des agriculteurs.

- **Détail de la réponse**

Les données de l'ONIC permettent de définir les grands producteurs de Charente Maritime comme ceux ayant une surface COP minimum de 50 ha. Ils représentent 67 % de la production du département.

Il n'a pas été possible de distinguer les effets de la variation du taux de gel sur le revenu des agriculteurs et de dissocier les effets du gel, de ceux de la PAC.

L'analyse de cette question est faite à partir des réponses des grands producteurs (surface COP supérieure à 50 ha). Ils représentent 67 % des agriculteurs et 88 % de la surface COP de l'échantillon.

Revenu des exploitants

Parmi les grands producteurs, 50 % déclarent avoir subi une dégradation de leurs revenus, notamment depuis 2 ou 3 ans, les autres considèrent que leur revenu est resté globalement stable. Quelques uns estiment que cette mesure leur a été financièrement favorable.

Les données présentées par la figure 12 montrent clairement :

- une chute des résultats la première année de mise en œuvre du gel des terres,
- une remontée en 1994,
- une régression depuis 1995.

Les données depuis 1990 montrent également que la tendance régressive des résultats agricole avaient été entamés avant la mise en œuvre de la réforme. Les données ci-dessous prennent en compte l'ensemble des cultures, les COP étant dominants (33 % des recettes agricoles) mais le vignoble (29 % des recettes agricoles) a également un impact négatif fort avec les difficultés du Cognac. Le gel des terres est venu s'insérer dans ce contexte.

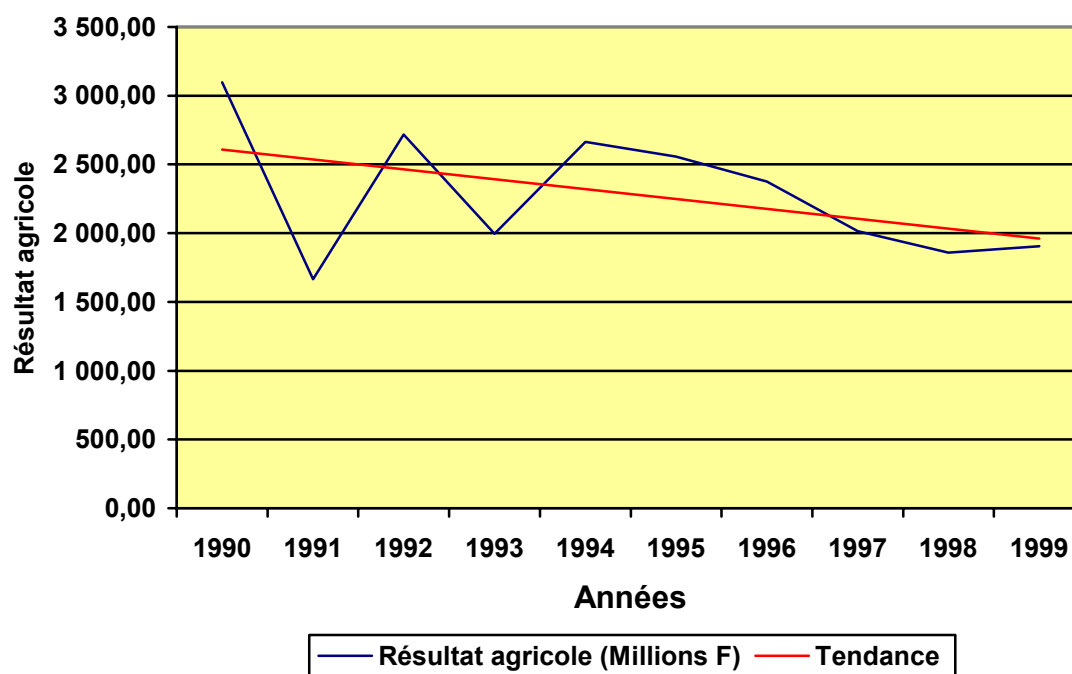


Figure 15 : Evolution du résultat agricole en Charente Maritime. (Source : SCEES)

Choix de culture

Bien que n'ayant pas changé leurs rotations, 45 % des grands exploitants déclarent avoir opéré des changements de culture après 1992, c'est à dire de la proportion occupées par chaque dans la rotation. Dans 67 % des cas, ces changements se sont essentiellement faits au profit des céréales (blé, orge, maïs) alors que 44 % ont plutôt développé les oléagineux. Il est également intéressant de noter que 78 % de l'échantillon ont également diversifié leur production par des cultures hors COP ou par des activités hors agriculture.

Relation aux productions excédentaires

Sur l'échantillon de grands producteurs, le tableau ci-dessous montre que l'évolution des assolements en faveur des productions excédentaires (blé, orge, maïs) a été importante.

Tableau 6 : Evolution des assolements en relation avec les productions excédentaires dans l'échantillon enquêté en Charente Maritime

Catégorie	Diminution des superficies consacrées aux productions excédentaires	Pas d'évolution des superficies consacrées aux productions excédentaires ou non concerné par ces productions	Augmentation des superficies consacrées aux productions excédentaires
Pourcentage d'exploitation	11 %	22 %	67 %

Il pourrait apparaître une certaine contradiction entre le pourcentage d'agriculteurs de l'échantillon ayant développé leur production excédentaire et celui, très proche, indiquant que les exploitants n'ont pas changé leur rotation. L'analyse fine des réponses montre trois types de scénarios :

- Le développement des cultures est lié à une augmentation de la surface depuis 1992 (62 % des cas).
- Le développement d'une culture COP s'est fait au détriment d'une autre (par exemple augmentation du colza à la place du tournesol, de l'orge à la place du blé, ...) dans 25 % des cas.
- Le développement d'une culture excédentaire s'est fait au détriment d'une production hors COP. Par exemple, un agriculteur a abandonné la luzerne (arrêt de son activité d'élevage) et a augmenté ses cultures de tournesol, colza et blé (12,5 % des cas).

Accroissement de la qualité des produits

63 % des agriculteurs adhèrent à une filière exigeant une qualité minimale ou exigeant une traçabilité des produits

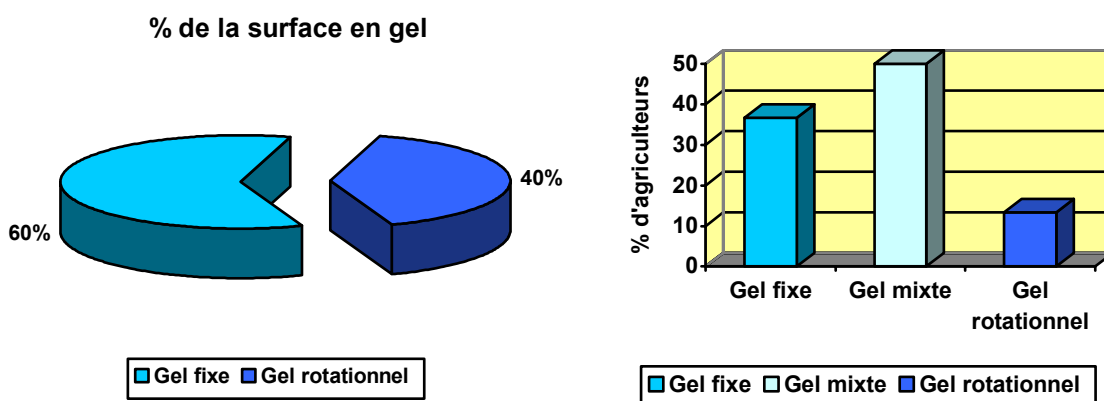
Demandes du marché

Dans la majorité des cas, les agriculteurs adaptent leurs productions en fonction des conseils et des orientations qui leur sont fournis par les différents intermédiaires et conseillers qui les entourent. Malgré cela, c'est avant tout le critère agronomique (50 %) et le critère rentabilité (47 %) qui orientent les choix de l'agriculteurs. L'évolution vers d'autres productions que les COP (55 % des grands producteurs) ou vers d'autres activités (44 % des grands producteurs) est importante.

431 - L'existence d'un gel rémunéré a-t-elle favorisé une bonne rotation des cultures et quelles ont été les cultures alternatives dans les parcelles où s'est établi un gel ?

• Réponse synthétique

Le gel fixe occupe 60 % de la surface gelée. L'effet de la mesure a donc eu un faible impact sur les rotations. 13 % des agriculteurs pratiquent la monoculture ou ont simplifié leurs rotations. Dans 30 % des cas interrogés, le gel a favorisé une bonne rotation des cultures. 13 % ont introduit des plantes à but agronomique.



• Détail de la réponse

Figure 16 : Répartition en surface et en nombre d'agriculteurs du gel fixe, mixte et rotationnel à partir des données de l'échantillon de Charente Maritime

Le gel fixe, largement dominant dans l'échantillon, est sans effet sur les rotations.

La grille d'évaluation de l'effet du gel sur la rotation de l'exploitation enquêtée, remplie à l'issue de chaque entretien, met en évidence un effet globalement neutre sur les rotations

Tableau 7 : Effet du gel sur la rotation des cultures en Charente-Maritime

Type d'effet du gel sur la rotation	Effet du gel défavorisant une bonne rotation	Effet du gel neutre sur la rotation	Effet du gel favorisant une bonne rotation
Classement des exploitations en fonction des pratiques dominantes	17 %	53 %	30 %

Parmi les agriculteurs interrogés, 67 % n'ont pas changé leur rotation de culture avec la mise en œuvre du gel. Dans la majorité des cas, les agriculteurs ont utilisé le gel comme un moyen d'améliorer la rentabilité de leur exploitation en utilisant le gel pour ne plus cultiver les terres où les facteurs limitants (taille, éloignement, fertilité, réserve en eau, pente) étaient les plus contraignants que sur le reste de l'exploitation.

Les différents contacts pris auprès des organismes départementaux de la filière agricole ont également mis en évidence l'importance du gel fixe en Charente Maritime en précisant différentes causes possibles :

- une partie des exploitants est composée surtout de viticulteurs, le gel est pour eux l'occasion de plus se concentrer sur la vigne en ne cultivant pas certaines parcelles peu productives ou trop éloignées,
- la qualité des sols dans le département est très variable. Certains secteurs sont plus propices aux grandes cultures (50 % des communes au Nord d'une ligne Ile d'Oléron-Saintes ont plus de 45 % de la SAU en céréales. Source : DRAF-IAAT, 1995) alors que d'autres sont plus dépendants d'une certaine polyculture.
- Malgré les remembrements, le parcellaire d'une partie du département est encore assez divisé et les parcelles restent encore fréquemment éloignées du siège de l'exploitation,
- Bien qu'il soit constaté, notamment par les centres de gestion, une évolution vers le professionnalisme des agriculteurs pour améliorer leur productivité, ils reconnaissent que certains n'évoluent pas et cultivent "au plus simple".

13 % des agriculteurs ont une tendance accrue à la monoculture (maïs) ou ont simplifié leur rotation en faveur des oléagineux depuis l'instauration de la réforme de la PAC.

Le gel a par contre favorisé une bonne rotation des cultures pour 30 % des agriculteurs. 13 % introduisent des plantes à but agronomique dans la rotation de leur culture.

Il n'a pas été distingué d'effet relatif à la variation du taux de gel.

432 - La localisation des parcelles gelées dans l'exploitation a-t-elle favorisé de meilleures pratiques culturales ?

- **Réponse synthétique**

Dans la majorité des cas (83 %), les parcelles gelées sont celles caractérisées par des facteurs limitant la production ou la rentabilité. Le gel a été pris comme un outil d'amélioration de la rentabilité de l'exploitation. Il conduit à un gain économique dans 73 % des cas. Au plan agronomique, l'effet est neutre dans 83 % des cas.

- **Détail de la réponse**

L'enquête a permis de déterminer les caractéristiques de localisation des parcelles gelées dans l'exploitation. Le tableau 8 montre la fréquence des réponses¹ pour les choix proposés aux agriculteurs lors de l'enquête.

Tableau 8 : Localisation des parcelles gelées dans les exploitations enquêtées de Charente Maritime

	Gel rotationnel	Gel fixe							Transfert de gel sur une autre exploitation (pour les pays où cela est autorisé)	Autres (à détailler)
		Gel le long des cours d'eau	Gel sur des parcelles trop petites	Gel sur des parcelles trop éloignées de l'exploitation	Gel sur des parcelles peu fertiles ou non irriguées	Gel sur des parcelles trop en pente	Gel sur des terres déjà très peu cultivées ou des bordures de champ	Acquisition de parcelles pour y localiser le gel		
Fréquence des réponses	63 %	17 %	50 %	47 %	47 %	13 %	0 %	0 %	Non autorisé en France	43 %

Comme il a été présenté dans la question précédente, la forte proportion de gel fixe de l'échantillon semble montrer que les agriculteurs utilisent le gel pour améliorer la rentabilité de leur exploitation par une meilleure gestion des coûts (abandon des terres pour lesquelles les facteurs limitants sont importants) plutôt que pour faire évoluer leurs pratiques culturales (67 % n'ont pas changé leurs rotations avec l'instauration de la réforme de la PAC).

A l'issue de chaque entretien, une analyse gain/perte a été faite par l'enquêteur pour déterminer si aux plans économique d'une part et agronomique d'autre part, la localisation du gel avait conduit à des gains ou des pertes pour l'agriculteur.

Les grandes lignes de ces classements sont présentées dans le tableau 9 :

Tableau 9 : Classement des exploitations enquêtées en fonction des effets économiques et agronomiques de la localisation des parcelles dans l'exploitation

Catégorie	Gain	Neutre	Perte
Economique	73 %	27 %	0 %
Agronomique	17 %	83 %	0 %

Cette analyse est cohérente avec le profil des exploitants qui se dessine dans les questions précédentes :

- L'impact négatif du gel a été économiquement transformé par la possibilité de geler les mauvaises terres, de cultiver les terres gelées en non alimentaire et d'assurer l'entretien en bénéficiant des aides. L'image des exploitants dressée par le centre de gestion rencontré est celle d'un agriculteur plus technique et plus attentif à mettre en œuvre des solutions agronomiques qui améliorent sa rentabilité. Il faut également noter que plusieurs agriculteurs reconnaissent qu'un point positif du gel est une meilleure connaissance de leur terres d'où une meilleure maîtrise de leur outil de production. Ces exploitants bénéficient également d'année en année de semences plus performantes qui leur permettent également de gagner en productivité, (la Chambre d'Agriculture estime à 1 quintal/ha/an la progression moyenne des rendements due au progrès génétique). La localisation de 60% des terres gelées sur les parcelles caractérisées par des facteurs limitants et contraignants a également favorisé le bilan économique de la mise en œuvre du gel.

- Les effets agronomiques du gel sont globalement neutre : la majorité des agriculteurs n'a pas changé ses rotations (67 % de l'échantillon) et a plus tendance à avoir recours à un gel fixe sur les parcelles les moins productives (60 %).

¹ Plusieurs réponses étaient possibles.

433 - L'existence du gel obligatoire rémunéré a-t-elle provoqué une intensification de la production dans les autres parcelles ?

- Réponse synthétique

La mise en œuvre du gel n'a pas conduit à une intensification significative des rendements. Elle s'est inscrite dans une dynamique (et l'a soutenue) où les agriculteurs évoluent vers un plus grand professionnalisme et une plus grande technicité indispensable pour atteindre une meilleure rentabilité.

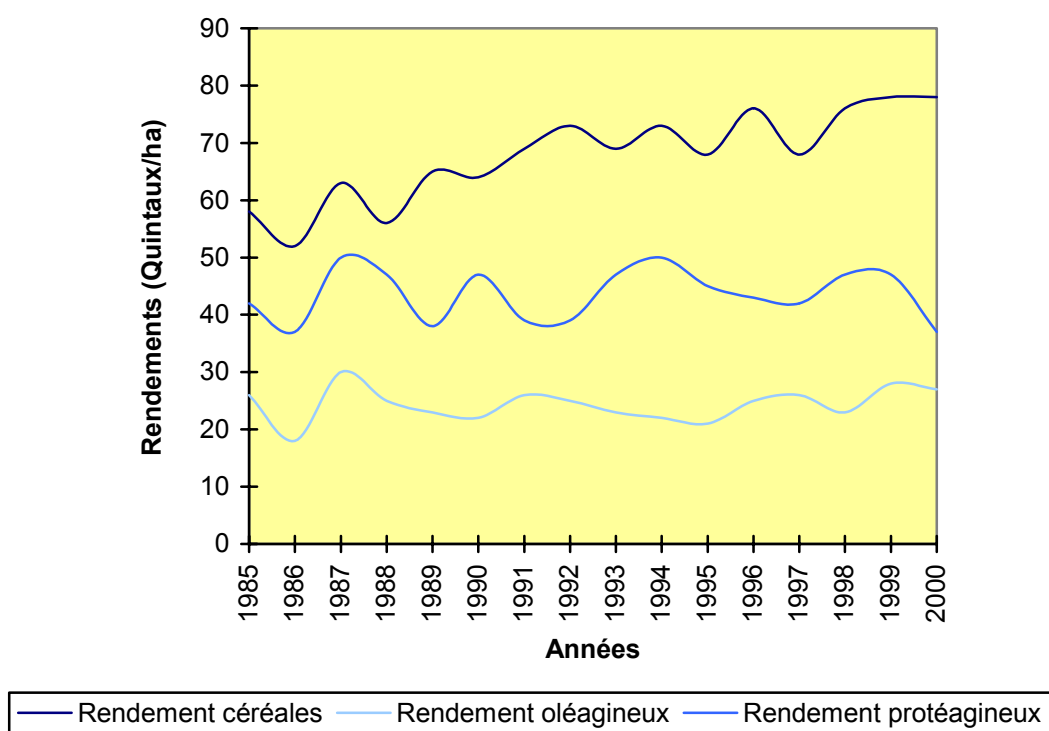
- Détail de la réponse

Selon l'enquête, le gel obligatoire a conduit 7 % des agriculteurs de l'échantillon à intensifier leurs rendement sur leur exploitation.

La figure 17 établie à partir des statistiques régionales (source SCEES) montre que :

- les rendements des oléagineux et des protéagineux ont faiblement évolué depuis 1985. Ils connaissent d'importantes variations liées à leur sensibilité aux aléas climatiques,
- les rendements des céréales connaissent une forte augmentation (environ 1,3 quintaux/ha/an).

Figure 17: Evolution des rendements (en q/ha) de COP en Charente Maritime (Source SCEES)



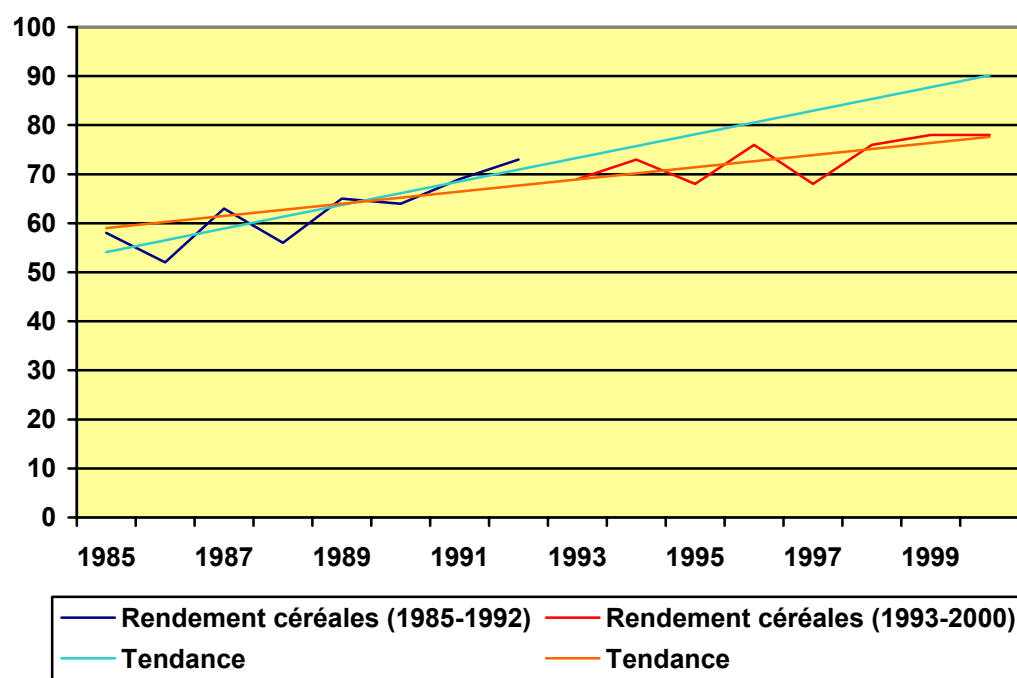


Figure 18 : Comparaison de l'évolution des rendements (en q/ha) de céréales en Charente Maritime sur les périodes 1985-1992 d'une part et 1993-1999 d'autre part (Source SCEES)

La période 1985-1992 se caractérise par un accroissement des rendements légèrement supérieur à la période après la réforme de la PAC. Ceci est confirmé par les résultats de l'enquête qui montrent que 30 % de l'échantillon d'agriculteurs ont opté pour une réduction des charges (diminution des intrants). Cette tendance a également été confirmée par d'autres sources (Centre de gestion, Chambre d'Agriculture, coopérative) qui ont observé cette évolution vers une agriculture plus "professionnelle" ou plus technique visant à accroître la rentabilité par réduction des charges ou du temps de travail.

Les données départementales traduites dans la figure 19 montrent 3 phases depuis la réforme de la PAC :

- Une première période (1993-1995), où immédiatement après la mise en œuvre de la réforme la consommation d'engrais et des amendements a chuté (moins 6,5 %),
- une courte période d'augmentation (plus 21 %),
- et enfin une tendance à une réduction régulière des engrais et des amendements (moins 10,25 %).

Cette évolution est à mettre en parallèle avec les figures 17 et 18 qui montrent une progression des rendements de céréales.

Une meilleure maîtrise technique, une recherche d'une plus grande rentabilité sur des cultures recentrées sur les meilleures terres expliquent ces constats.

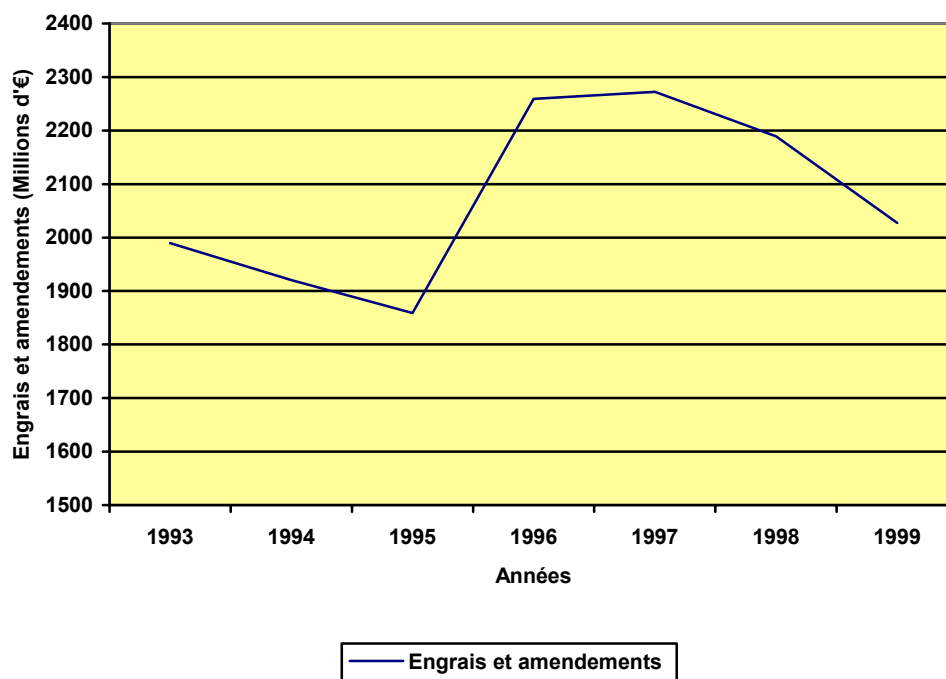


Figure 19 : Evolution de la consommation d'engrais et d'amendements (Source : SCEES)

4.3.4 - Dans quelle mesure l'existence du gel obligatoire a-t-elle modifié la compétitivité des exploitations par une adaptation des structures productives ? (Ex. Taille des exploitations, prix des fermages, prix des terres, etc...)

- Réponse synthétique

Dans plus de 50 % des cas, les exploitations se sont agrandies depuis 1992. Ce sont majoritairement les exploitations de plus de 100 ha qui ont augmenté leur superficie
Dans les meilleurs secteurs céréaliers du département, 37 % des agriculteurs interrogés estiment qu'un marché de terres arables éligibles s'est créé, conduisant à une augmentation des prix. Cependant, la plupart de ceux qui ont agrandi leur exploitation (73 %) n'ont pas rencontré de difficultés pour acquérir des terres.
Pour l'adaptation au gel, les agriculteurs ont vite intégré l'entretien des terres gelées dans leur pratique. 85 % n'ont pas de difficultés pour les gérer. Les 2 principales difficultés rencontrées sont la maîtrise de l'enherbement et l'application des périodes réglementaires d'entretien, souvent en dualité avec d'autres travaux agricoles jugés prioritaires, conduisant à des retards d'entretien.
Un des points positifs fréquemment souligné est que la mise en œuvre du gel a conduit les exploitants à connaître plus en détail le parcellaire de leur exploitation.
La principale adaptation au gel est pour 36 % de l'échantillon l'orientation vers une plus grande diversification de leur production ou de leur activité.

- Détail de la réponse

Taille des exploitations

23 % des agriculteurs de l'échantillon ont agrandi leur exploitation pendant la période 1987-1992. Depuis la mise en œuvre de la réforme de la PAC, la proportion d'agrandissement des exploitations

échantillonnées a progressé jusqu'à 40 %. En surface, la moyenne des extensions de superficie est restée stable (37,20 ha). Un effet PAC semblerait donc exister. Cependant, il faut noter que :

- 73 % des agriculteurs n'ont pas rencontré de difficultés pour trouver de nouvelles terres,
- parmi ceux qui ont difficilement pu agrandir leur exploitation, seulement 33 % relient cette situation à la conjoncture du gel des terres,
- 37 % estiment qu'un marché conjoncturel des terres arables s'est mis en place. La plupart de ceux ci sont situés dans les meilleures terres céréalières de la Charente Maritime.

La répartition des périodes d'agrandissement des exploitations parmi les 15 agriculteurs qui ont répondu positivement à cette question est la suivante :

Tableau 10 : % du nombre d'agriculteurs échantillonnés ayant agrandi leur exploitation avant et/ou après la mise en œuvre du gel.

1987-1992	1987 - 1992 et 1992 - 2000	1992-2000
13,33 %	33,33 %	53,33 %

Toutes périodes confondues, l'essentiel des extensions de surfaces apparaît chez les exploitants ayant une SAU supérieure à 100 ha

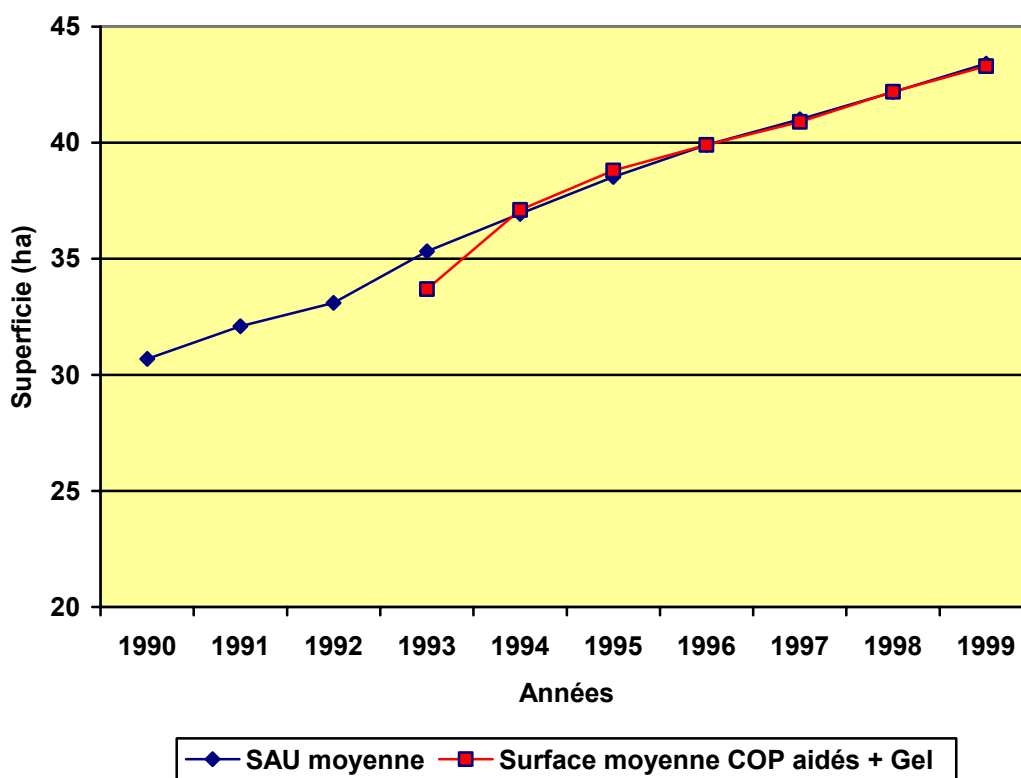


Figure 20 : Evolution de la SAU moyenne et de la surface COP aidées + gel en Charente Maritime (Source : ONIC, SCEES)

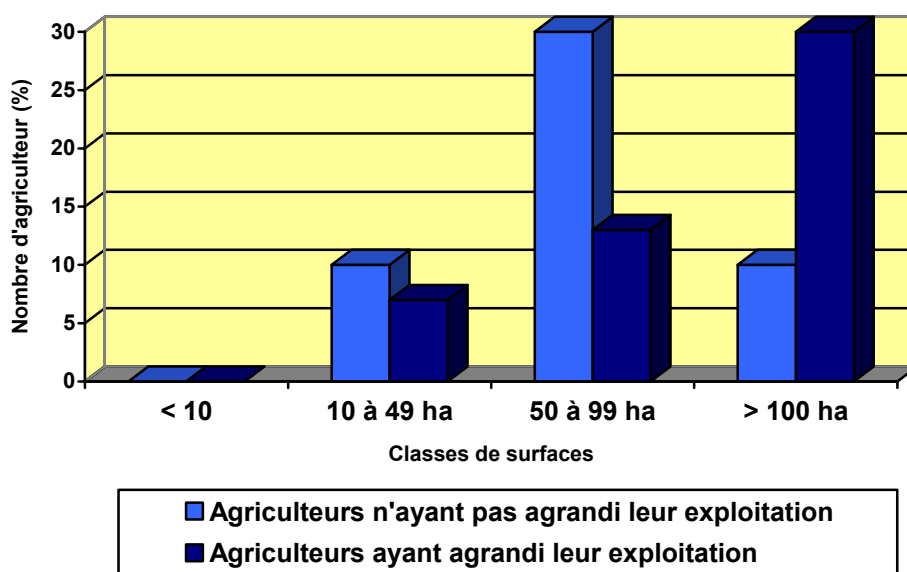


Figure 21 : Répartition du nombre d'agriculteurs (%) de l'échantillon ayant agrandi ou non leur exploitation

L'analyse de l'évolution de la SAU moyenne par exploitation en Charente Maritime montre une croissance régulière (+ 41,5 % en 10 ans). La progression des surfaces COP aidés et gel augmente de façon similaire sur la période 1993-1999 :

- Surface moyenne COP aidés + gel : + 28,5%
- SAU moyenne : 22,9 %

La figure 22 compare l'évolution de la SAU et de la SCOP au niveau régional.

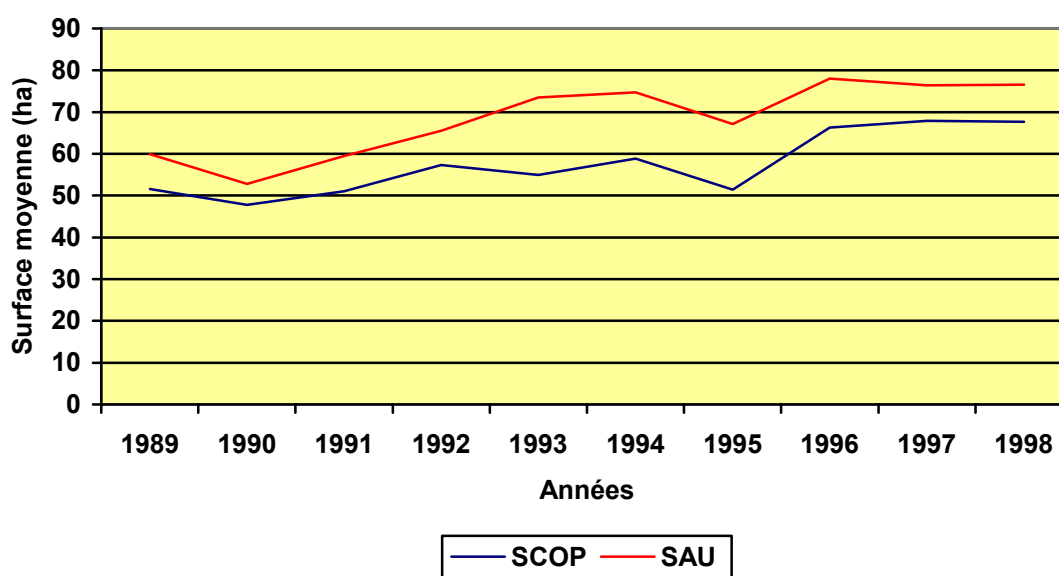


Figure 22 : Evolution de la SAU et de la SCOP en Poitou-Charentes (Source : SCEES)

Marché des terres éligibles

60 % des agriculteurs de l'échantillon estiment qu'il ne s'est pas créé un marché particulier de terres arables avec la mise en œuvre du gel. Cette réponse est cohérente avec les 73 % qui n'ont pas eu de problème pour agrandir leur exploitation. Ces données sont également confirmées par les différents acteurs de la filière rencontrés (Chambre d'Agriculture, centre de gestion, ...) qui pensent tous que les quelques exemples de spéculations de terre sont anecdotiques.

Il semblerait néanmoins que l'agrandissement des exploitations pour contrer les baisses des prix de production et l'augmentation du coût de l'ensemble des intrants aient entraînés une augmentation du prix des terres, en particulier dans les secteurs les plus productifs. Par exemple, le prix des terres céréalières dans le secteur de Saint Jean d'Angély est passé de 3 354 €/ha en 1992 à 5 336 €/ha en 2000.

Adaptation au gel

L'adaptation des agriculteurs à la pratique du gel des terres peut être analysée sous deux angles :

- Adaptation interne de l'exploitation,
- Adaptation face aux nouvelles conditions de marché.

Au niveau de l'exploitation, 63 % de l'échantillon affirment ne pas avoir eu de difficultés pour intégrer l'entretien des terres gelées au début de la mise en œuvre. Actuellement, ce pourcentage est passé à 87 %. Les principaux problèmes soulevés parmi les 37 % qui ont rencontrés des difficultés au début du gel et parmi les 13 % qui y sont encore confrontés sont :

Tableau 11 : Evolution des difficultés rencontrés liées à l'entretien des terres gelées par les agriculteurs de l'échantillon de Charente-Maritime.

	Au début du gel	Actuellement
Mauvaise maîtrise de l'enherbement	82 %	25 %
Période réglementaire problématique induisant des retards dans l'entretien	18 %	25 %
Développement de ravageurs	9 %	0 %
Aspect abandonné	9 %	0 %
Terres trop humides	18 %	50 %

Les agriculteurs échantillonnés reconnaissent fréquemment que le gel les a conduit à connaître plus dans le détail leur exploitation (en particulier au niveau du parcellaire). Ils ont dû également s'adapter à un contexte économique général dans lequel ils devaient devenir plus performants et donc meilleurs techniciens.

La mise en œuvre de la réforme a également été l'occasion pour 36 % de l'échantillon de s'orienter vers la diversification de leur exploitation :

- soit par l'introduction de nouvelles productions en dehors des COP (lapin, horticulture, betterave, céréales biologiques, pomme de terre, maraîchage),
- soit par la création de nouvelles activités (consultants en développement agricole sur le marché international, hébergement de chevaux, entreprise de travaux agricoles, ouvrier viticole).

4. Réponses aux questions 441 à 444 relatives à l'impact sur l'environnement

Méthode retenue pour répondre à ces questions

Le cahier des charges de l'évaluation demandait que soit d'abord faite une analyse détaillée de la bibliographie disponible sur ces sujets et que les rapports régionaux se limitent à l'apport des données qui peuvent exister dans les régions et des résultats des enquêtes. Les analyses bibliographiques seront produites dans le cadre du rapport de niveau communautaire, le présent rapport ne comporte donc que les acquis régionaux.

La réglementation européenne a renvoyé sur les Etats membres, la gestion de l'environnement dans les parcelles gelées. La réponse aux questions d'évaluation, passe par l'interprétation et l'application que les Etats membres ont faites de ces textes. En France, ces textes sont de niveau national en dehors de quelques adaptations locales laissées à l'initiative des préfets. La réglementation française sera donc examinée dans le cadre du rapport de niveau national et non dans chaque rapport régional.

Toutefois, de l'enquête régionale, il ressort que 46 % des agriculteurs enquêtés disent bien connaître la réglementation sur l'entretien et la protection de l'environnement dans les terres gelées, et 46 % un peu. Dans les 92 % qui déclarent la connaître. 79 % déclarent l'appliquer.

Par ailleurs, la formulation de l'ensemble des questions du thème environnement laisse supposer que le gel aurait eu un objectif d'amélioration de l'environnement. Or le diagramme logique présenté par les évaluateurs dans la méthode générale d'évaluation, fait apparaître un objectif de maintien de la qualité ce qui est assez différent. Dans le but de répondre aux questions d'évaluation, nous maintenons malgré tout des critères correspondant à l'amélioration de la gestion de l'environnement, mais ceci conduit évidemment toujours à des résultats très limités voire médiocres.

Enfin, ces questions sont la plupart du temps très vastes. A cet échelon régional, nous avons recherché plutôt dans le domaine de la gestion des sols, de l'eau, des paysages et de la biodiversité (comportement des agriculteurs) que dans celui de l'évolution de ces facteurs eux mêmes qui nous ont paru impossibles à mesurer dans le cadre de ce travail d'évaluation.

De l'enquête il ressort que : les périodes d'entretien des jachères sont les suivantes :

Période d'entretien des parcelles gelées												
Mois	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Nbre d'entretiens	0	0	0	1	12	13	8	7	2	0	0	0
% agriculteurs réalisant un entretien	0%	0%	0%	4%	44%	48%	30%	26%	7%	0%	0%	0%

Le coût moyen d'entretien estimé par les agriculteurs est de 91 €/ha/an.

441 – La mise en place du gel des terres a-t-elle eu un impact significatif sur l'amélioration de la gestion des sols (érosion, fertilité, structure...) ?

- **Réponse synthétique**

*La mise en œuvre du gel n'a pas eu d'effet particulier sur la gestion des sols dans 53 % des cas. Cependant, pour 43 % des exploitants, le gel a conduit à une amélioration par semis de plantes enrichissantes ou gel de parcelles en zone sensible.
Il est à noter que dans l'échantillon départemental, aucun agriculteur ne participe à un programme agri-environnement pour la protection des sols.*

- **Détail de la réponse**

Afin d'examiner si le gel des terres avait un effet sur la gestion des sols nous avons élaboré une grille de classification des pratiques des agriculteurs et l'avons appliquée à chacune des exploitations enquêtées. Cette grille est présentée ci-dessous avec les résultats obtenus dans l'échantillon..

Tableau 12: Analyse des effets des pratiques des agriculteurs à partir de la grille d'analyse de la relation entre les pratiques agricoles sur gel et la gestion des sols²

Type de comportement	Changement plutôt négatif : comportement n'allant pas vers une meilleure gestion des sols dans les parcelles gelées	Pas de changement : comportement inchangé en matière de gestion des sols par rapport à la situation avant gel	Changement plutôt positif : comportement allant vers une meilleure gestion des sols dans les parcelles gelées
Exemples de types de pratiques agricoles en lien avec la gestion des sols permettant un classement ³ (à valider par l'enquêteur selon les caractéristiques propres de l'exploitation et de la région)	Gel nu ou mal couvert Application de pesticides sur les terres gelées non cultivées	Culture des parcelles gelées pour du non alimentaire Entretien correct du gel Gel fixe dans des zones sans risque d'érosion	Semis de plantes enrichissant les sols sur les parcelles gelées, pas d'usage de pesticides, gel fixe sur des zones sensibles à l'érosion Plantation à long terme exploitant participant par ailleurs à des mesures agri-environnementales de protection des sols
Classement de l'exploitation en fonction des pratiques dominantes (une seule catégorie)	3 %*	53 %*	43 %*

* Le total est différent de 100 à cause de l'arrondi de chaque réponse à la valeur inférieure : 3,33 %, 53,33 %, et 43,33 %

L'analyse des réponses de l'échantillon montre que les pratiques mises en œuvre avec le gel des terres sont majoritairement sans effet sur le sol. Il faut cependant noter que dans 43 % des cas il y a un effet positif le plus souvent dû à l'introduction de semis de plantes agronomiques dans la rotation des cultures (fêtuque, trèfle, ray-gras). 1 agriculteur de l'échantillon s'est impliqué dans la jachère faune - sauvage (et un pense le faire en 2002). Le cas le plus négatif consiste en une simplification de la rotation (100 % maïs) avec un fort taux de gel fixe (100 %).

Il est à noter que dans l'échantillon départemental, aucun agriculteur ne participe à un programme agri-environnement pour la protection des sols.

L'analyse des questions précédentes a montré qu'une des caractéristiques de l'échantillon est d'avoir peu ou pas modifié ses habitudes culturelles avec l'introduction du gel (60 % de la surface en gel fixe et 67 % des agriculteurs n'ont pas changé leur rotation).

442 – La mise en place du gel des terres a-t-elle eu un impact significatif sur l'amélioration de la gestion de l'eau (pollution, maintien des ressources en eau y incluses les nappes phréatiques, inondations etc...) ?

- Réponse synthétique

La gestion de l'eau n'a pas été fortement favorisée par la mise en œuvre du gel des terres. Cependant 37 % de l'échantillon a amélioré sa gestion. La majorité des entretiens mécaniques (23 % d'entretien chimique) et une meilleure maîtrise des intrants conduisent indirectement à une amélioration de la qualité de l'eau. La majorité des agriculteurs (67 %) engagés dans les programmes agri-environnementaux, l'est pour la protection de la ressource en eau.

² Cette grille examine les effets des pratiques sur gel par rapport à ceux qui se seraient produits si ces parcelles avaient été cultivées

³ Les pratiques liées à l'usage des terres gelées dans la rotation des cultures pour améliorer la fertilité ne sont pas étudiées ici, une question spécifique leur étant consacrée (question 431).

- **Détail de la réponse**

Afin d'examiner si le gel des terres avait un effet sur la gestion de l'eau nous avons élaboré une grille de classification des pratiques des agriculteurs et l'avons appliquée à chacune des exploitations enquêtées. Cette grille est présentée ci-dessous avec les résultats obtenus dans l'échantillon..

Tableau 13 : Analyse des effets des pratiques des agriculteurs à partir de la grille d'analyse de la relation entre les pratiques agricoles sur gel et la gestion de l'eau⁴

Type de comportement	Changement plutôt négatif : comportement n'allant pas vers une meilleure gestion de l'eau dans les parcelles gelées	Pas de changement : comportement inchangé en matière de gestion de l'eau par rapport à la situation avant gel	Changement plutôt positif : comportement allant vers une meilleure gestion de l'eau dans les parcelles gelées
Exemples de types de pratiques agricoles en lien avec la gestion de l'eau permettant un classement ⁵ (à valider par l'enquêteur selon les caractéristiques propres de l'exploitation et de la région)	Application de pesticides ou d'engrais sur les terres gelées non cultivées Irrigation des terres gelées	Culture des parcelles gelées pour du non alimentaire Entretien correct des terres gelées non cultivées	Gel fixe dans des zones humides et le long des cours d'eau Semis de plantes enrichissant les sols sur les parcelles gelées, pas d'irrigation des parcelles gelées Pas d'usage de pesticides dans les parcelles gelées Exploitant participant par ailleurs à des mesures agri-environnementales de protection des eaux
Classement de l'exploitation en fonction des pratiques dominantes (une seule catégorie)	3 %	57 %	37 %

L'analyse des réponses sur l'entretien des jachères montre que la majorité des agriculteurs entretient par broyage de la végétation. 23 % ont recours à des entretiens chimiques. Cependant, dans l'ensemble des cas, ces traitements viennent en complément des traitements mécaniques et sont très ciblés (lutte contre le chardon ou bordures de jachère difficiles à travailler). Aucun de ceux qui utilisent des traitements chimiques n'ont leurs terres gelées en bordure de cours d'eau. De plus, comme dans la plupart des cas, il s'agit de faibles surfaces, il n'a pas été considéré que ces pratiques avaient un important effet négatif sur l'eau.

L'effet le plus négatif constaté est l'irrigation de terres gelées pour des cultures industrielles mais il ne concerne qu'un seul cas.

Parmi les effets positifs, les réponses des agriculteurs échantillonnés montre que 17 % ont positionné leurs terres gelées en bordure de cours d'eau ou de canaux dans les marais.

La figure 19 du paragraphe 433 montre que l'évolution de la consommation d'engrais et d'amendement tendrait à diminuer. La meilleure maîtrise des intrants pour améliorer la rentabilité de l'exploitation doit avoir un impact indirect sur la qualité de l'eau.

La majorité des agriculteurs (67 %) engagés dans les programmes agri-environnementaux, l'est pour la protection de la ressource en eau.

443 - La mise en place du gel des terres a-t-elle eu un impact significatif sur l'amélioration de la gestion des paysages ?

⁴ Cette grille examine les effets des pratiques sur gel par rapport aux effets produits si ces parcelles avaient été cultivées.

⁵ Les pratiques liées à l'usage des terres gelées dans la rotation des cultures pour améliorer la fertilité ne sont pas étudiées ici, une question spécifique leur étant consacrée (question 431).

- Réponse synthétique

La mise en place du gel des terres a eu un impact très majoritairement neutre sur les paysages (83 %). 37 % des agriculteurs ont eu des remarques sur l'état d'abandon de leurs parcelles gelées, essentiellement dû aux difficultés de maîtrise de l'enherbement rencontrées (25 % actuellement) Dans la quasi totalité des cas (77 %), les pratiques d'entretien ne permettent pas de distinguer facilement le gel dans le paysage, au moins pour les publics non agricoles. L'application stricte des textes relatifs au gel en matière d'éligibilité des superficies de haies de bord de champ, aurait conduit dans certains cas à des arrachages de ces dernières par les agriculteurs pour éviter tout problème administratif.

- Détail de la réponse

Afin d'examiner si le gel des terres avait un effet sur la gestion des paysages nous avons élaboré une grille de classification des pratiques des agriculteurs et l'avons appliquée à chacune des exploitations enquêtées. Cette grille particulièrement contestable, tant le sujet est subjectif, est présentée ci-dessous avec les résultats obtenus dans l'échantillon. Nous avons pensé qu'il ne pouvait y avoir d'effet positif au gel et avons concentré les effets négatifs sur la notion d'entretien des parcelles gelées (aspect abandonné ou non).

Tableau 14 : Analyse des effets des pratiques des agriculteurs à partir de la grille d'analyse de la relation entre les pratiques agricoles sur gel et les effets sur le paysage⁶

Type de comportement	Usage des terres gelées avec changement des pratiques ayant un effet négatif sur le paysage	Usage des terres gelées sans changement des pratiques donc sans effet sur le paysage	Usage des terres gelées avec changement des pratiques ayant un effet positif sur le paysage
Exemples de types d'usage des terres gelées en lien avec la qualité du paysage permettant un classement (à valider par l'enquêteur selon les caractéristiques propres de l'exploitation et de la région)	Gel nu Mauvais entretien des parcelles gelées (aspect de friche) Forte concentration de terres gelées non cultivées dans une seule zone	Gel bien entretenu Gel cultivé	Gel positionné dans des zones tampon (bordure de boisement, ...)
Classement de l'exploitation en fonction des pratiques dominantes (une seule catégorie)	10 %	87 %	3 %

Dans la plupart des cas, il peut être considéré que le gel a été sans effet sur la gestion du paysage.

Cependant, il a été noté que :

- 37 % des agriculteurs ont eu des remarques sur l'état d'abandon des parcelles gelées,
- 23 % pensent que les terres gelées se remarquent dans le paysage,
- paradoxalement parmi ceux qui ont une concentration de terres gelées dans un même secteur, aucun ne considère que ces zones ont un caractère abandonné,
- quelques exploitants ont mentionné qu'ils connaissaient des agriculteurs que les difficultés d'interprétation des textes en particulier pour le cas des haies et des fossés. Ceci a conduit à arracher une haie ou à boucher un fossé.

444 - La mise en place du gel des terres a-t-elle eu un impact significatif sur le maintien de la biodiversité ?

- Réponse synthétique

⁶ Cette grille examine les effets des pratiques sur gel par rapport aux effets qui se seraient produits si ces parcelles avaient été cultivées.

La prise en compte de la biodiversité n'est pas un objectif intégré par les agriculteurs rencontrés. Certains regrettent que le gel des terres les conduise plus vers une intensification de leur activité que vers la possibilité d'utiliser le gel comme outil d'amélioration de leur territoire. Les critères (largeur des haies, largeur ou surface minimale de la parcelle) peuvent conduire dans certains cas à réduire la biodiversité plutôt qu'à la favoriser.

Dans les secteurs les plus morcelés et non remembrés souvent zones de polyculture et d'agriculture moins productive, de paysages conservés et foyers de biodiversité, le gel difficilement applicable (seuil de surface < 30 ares) peut conduire à une altération de ces caractéristiques en incitant les exploitants à se remembrer ou à échanger des parcelles pour pouvoir geler des terres.

- **Détail de la réponse**

Au travers de l'enquête menée, il apparaît clairement que la prise en compte de la biodiversité n'est pas un objectif intégré par les agriculteurs rencontrés.

Cependant, quelques agriculteurs regrettent que le gel des terres les conduisent plus vers une intensification de leur activité plutôt que vers la possibilité d'utiliser le gel comme outil d'amélioration de leur territoire. Certains critères (largeur des haies, largeur ou surface minimale de la parcelle) peuvent conduire dans certains cas à réduire la biodiversité plutôt qu'à la favoriser :

- la largeur des haies conduisant parfois à des difficultés d'interprétation sur le terrain peut conduire à les supprimer,
- les trop petites parcelles (où il y peut y avoir une diversité de cultures) ne pouvant être gelées sont parfois regroupées par échange entre les propriétaires et ... éventuellement occupées par des cultures industrielles ...

Certains agriculteurs regrettent que le gel ne puisse pas être l'occasion de planter des haies là où elles ont disparu.

Parmi les effets positifs dans le département, l'échantillon a montré que :

- 43 % pratiquaient un enherbement spontané,
- 7 % réalisaient des semis de plantes en faveur de la faune.

Bien qu'il soit difficile de relier certaines observations "de terrain" strictement au gel des terres, quelques agriculteurs ont constaté une augmentation des populations de perdrix, perdreaux ou cailles depuis 1992.

La Fédération Régionale des Chasseurs regrette qu'il n'y ait pas plus de lien entre les jachères faune sauvage et le gel des terres. Certains pensent que les cultures non alimentaires font une certaine concurrence à une gestion plus naturelle des surfaces gelées, pour d'autres, la population d'agriculteurs répondant à l'une ou l'autre de ces orientations n'est pas la même.

Il est apparu également avec certains exploitants de secteurs non remembrés que ces territoires à forte division du parcellaire (nombreuses parcelles inférieures à 30 ares) :

- sont souvent propices à une certaine polyculture,
- sont favorables au maintien d'un paysage plus traditionnel (par exemple de type bocage),
- peuvent être des foyers de biodiversité,
- sont souvent des secteurs d'agriculture peu rentable (parcelles trop petites, propriétés divisés, fertilité médiocre, ...)

et que paradoxalement, le gel était souvent impossible pour des raisons de critères de surface non respectés.

Cette rigueur conduit ces agriculteurs soit à se remembrer, soit à réaliser des échanges de parcelles pour en geler une partie et cultiver le reste au détriment probablement du paysage et de la diversité biologique.

5. Eléments de réponse aux questions 451 et 452, relatives à la complexité de la réglementation et de sa mise en place

451 - Quels effets les nombreuses adaptations réglementaires et l'existence de nombreux cas particuliers et possibilités de transfert ont-ils eu sur l'efficacité de l'instrument gel des terres ?

Question traitée au plan communautaire et éventuellement national.

452 - Quels effets les législations d'application nationales ou régionales ont-ils eu sur l'efficacité de l'instrument gel des terres ?

Question traitée au plan national et si opportun régional.

Au delà de la répartition entre réglementations communautaire et nationale, l'enquête et les entretiens régionaux ont porté sur les problèmes rencontrés par les usagers du système. Les réponses suivantes ont été obtenues :

- 97 % des agriculteurs considèrent le système PAC incontournable actuellement,
- globalement 77 % des agriculteurs ne sont pas satisfaits de ce système. Une analyse plus fine montre que les grands producteurs sont insatisfaits à 75 % alors que les petits producteurs le sont à 80 %,
- 53 % trouvent que le versement des aides est trop tardif, au regard de leurs contraintes financières,
- 50 % des agriculteurs enquêtés trouvent les procédures administratives trop lourdes,
- 17 % trouvent l'annonce du taux de gel trop tardive,
- 13 % trouvent les dates de gel problématiques,
- 17 % reprochent le manque d'intégration entre les différentes aides,
- la majorité des agriculteurs dénoncent l'excès de la rigueur des contrôles et le manque d'adaptabilité des textes aux situations concrètes (parcellaire trop petit, largeur des haies).

D'une manière générale une plus grande flexibilité des textes, notamment dans l'interprétation des seuils et une meilleure adaptation aux réalités et pratiques locales sont attendues par l'ensemble des acteurs.